



### **Décision n° 2018-350**

autorisant des travaux d'ouverture de milieux agropastoraux ou de parcours  
situés dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4 et L.331-4-1,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU le courrier en date du 23 août 2017 co-signé par le directeur du Parc national et celui de l'Office National des Forêts,

VU l'avis du Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 15 mars 2017

VU la décision n°2018-302 du 7 août 2018 autorisant Monsieur ASCENZI Yvan à effectuer des travaux de coupe d'arbres dans le cœur du Parc national du Mercantour ayant pour objectif l'ouverture de mélèzin à des fins paysagère et pastorale,

VU la demande modificative présentée le 13 août 2018,

Considérant que la demande modificative porte sur la modification de la décision n°2018-302 article 4.7 afin d'autoriser l'utilisation des rémanents (troncs débités en bûches ou branches) comme bois de chauffage pour l'intérieur des bâtiments pastoraux présents sur l'alpage.

Décide :

#### **Article 1 :**

L'article 4.7 de la décision n°2018-302 du 7 août 2018 est modifié comme suit :

Les rémanents (troncs débités en bûches ou branches) sont mis en petits tas en amont d'une souche. L'utilisation comme bois de chauffage pour l'intérieur des bâtiments pastoraux présents sur l'alpage est autorisée. Tout brûlage en dehors des bâtiments est interdit.

#### **Article 2 :**

Les autres dispositions de la décision n°2018-284 demeurent inchangées.

Article 3 :

Le bénéficiaire devra présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-284, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 :

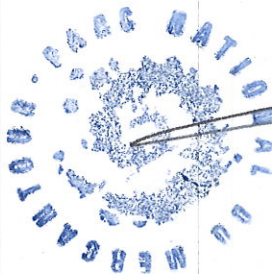
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 3 septembre 2018



*Le Directeur du  
Parc national du Mercantour*

**CHRISTOPHE VIRET**